

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Lille, le 18 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCI ONNAING ESCAUT LOGISTICS

Parc d'activités de la Vallée l'Escaut
rue du mont retiau
59264 ONNAING

Références : 2022-V1-340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SCI ONNAING ESCAUT LOGISTICS implanté Parc d'activités de la Vallée l'Escaut Rue du Mont Retiau 59264 ONNAING. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Il s'agit d'un contrôle inopiné. Cette visite s'inscrit dans le plan d'action régional d'inspection « post lubrizol ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI ONNAING ESCAUT LOGISTICS
- Parc d'activités de la Vallée l'Escaut Rue du Mont Retiau 59264 ONNAING
- Code AIOT dans GUN : 0028100013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est constitué d'un seul entrepôt composé de 5 cellules de l'ordre de 6 000 m². Le volume global d'entreposage est de 301 750 m³ pour 15 000 tonnes de matières combustibles. Il s'agit d'une installation d'entreposage sur la commune d'Onnaing au sein du Parc d'Activités de la Vallée de l'Escaut.

Les activités du site ont été initialement autorisées au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE par arrêté préfectoral du 11 octobre 2005 au nom de la société GAZELEY. La précédente visite d'inspection a été réalisée le 03/07/2018. A cette occasion, l'exploitant de l'établissement était la société CONFORAMA. Le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation pour cet ancien exploitant a été acté par la Préfecture du Nord en date du 28 janvier 2019.

Par courrier en date du 3 février 2020, la SCI ONNAING ESCAUT LOGISTICS, dont le siège social est situé 1, cours Michelet, CS 300051, 92076 Paris La Défense Cedex, a procédé à la déclaration de changement d'exploitant de la plateforme logistique d'Onnaing, à compter du 22/11/2019. Suite à cette déclaration de changement d'exploitant et en l'absence d'observation des services de la DREAL suite aux transmissions préfectorales en date du 20 mars 2020 et 3 juin 2022, le Prefet du Nord peut émettre un accusé réception de la déclaration conformément au R.181-47 du Code de l'Environnement.

La gérance est assurée par la société Allianz Real Estate GmbH.

Par mandat de gestion immobilière en date du 22 novembre 2019, la SCI ONNAING ESCAUT LOGISTICS a confié à la société Allianz Real Estate GmbH la gestion immobilière de la plateforme logistique d'Onnaing.

Par délégation en date du 13 décembre 2019, la société BNP PARIBAS REPM dispose de la mission de la gestion immobilière, à compter du 22 novembre 2019.

Actuellement, le site est utilisé par 3 locataires distincts :

- DAHER qui utilise les cellules 1, 2 et 3 pour les activités suivantes : réception, stockage et expédition de pièces à destination du domaine ferroviaire. Il s'agit de stockage en racks de petites, grandes pièces et stockage en masse de pièces métalliques. Des évolutions sont à venir.

- ALSTOM qui utilise la cellule 4 pour les activités dédiées à ALSTOM Services,

- ALSTOM qui utilise la cellule 5 pour les activités dédiées à ALSTOM Rolling Stock.

Les 2 cellules ALSTOM exercent des activités de stockage pour de la logistique ferroviaire.

Par rapport aux activités initialement autorisées, le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2018 actait les modifications suivantes quant au classement des activités du site :

- seuil de l'autorisation pour les rubriques ICPE 1510 (entrepôts couverts), 1530 (dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues), 1532 (stockage de bois et matériaux combustibles analogues), 2662 (stockage de polymères) et 2663-1 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères – à l'état alvéolaire ou expansé).

- seuil de l'enregistrement sous la rubrique 2663-2 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères – dans les autres cas qu'à l'état alvéolaire ou expansé et pour les pneumatiques), suite à une modification de la nomenclature.

Suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663, l'exploitant n'a pas produit à ce jour la déclaration d'antériorité concernant les activités exercées conformément aux articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions constructives
- état des stocks
- disponibilité des moyens de secours sur le site
- plan de secours

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente visite d'inspection (1)
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 9.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente visite d'inspection (1)
Mesures particulières aux différentes activités_Exploitation de l'entrepôt	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 29.9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de secours (focus EAI)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de secours (hors EAI)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
dispositions constructives - bureaux et locaux sociaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 4	/	Mise en demeure, respect de prescription
Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 31	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de secours (Hors EAI)_distance poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3	/	Sans objet
Constats visite terrain (observations)	Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 10.2	/	Sans objet
Situation administrative	Décret du 24/09/2020	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un manque de coordination entre la gestion technique mise en oeuvre par le détenteur de l'autorisation du site et les utilisateurs des cellules sur site. Cette coordination doit être mise en place.

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'Inspection de l'Environnement a relevé :

10 non-conformités,
5 faits susceptibles de suites,
7 observations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
Constats : L'état des stocks détaillé de 2 locataires sur 3 présents sur le site a pu être visualisé sur site.
<p>Locataire 1 DAHER (cellules 1, 2 et 3). L'état des stocks a été présenté de manière instantanée en séance. Il comprend notamment la désignation du produit, l'emplacement, la référence de l'article, la quantité. Cet inventaire est dématérialisé et accessible à distance. Le directeur DAHER n'a pas directement accès à l'état des stocks en temps réel. Il peut avoir accès rapidement à une extraction hebdomadaire.</p> <p>Locataire 2 ALSTOM (cellule 4) : l'état des stocks a été présenté de manière instantanée par le responsable logistique. Il comprend notamment la désignation du produit, l'emplacement, la référence de l'article, la quantité. Cet inventaire est dématérialisé et accessible à distance.</p> <p>Locataire 3 ALSTOM (cellule 5) : point non vérifié.</p>
Non-Conformité N°1 : l'exploitant (propriétaire du site), n'a pas présenté d'état des stocks exhaustif de l'ensemble du site.
<p>Observation n°1 : il conviendrait que la Direction DAHER obtienne un accès instantané à l'état des stocks présent sur le site.</p> <p>Fait susceptible de suites n°1 : l'état des stocks visualisé sur site peut être mis en forme "vulgarisée" rapidement. L'exploitant doit prévoir sa mise en forme au préalable en cas de besoin (au plus tard sous 30 jours).</p> <p>Fait susceptible de suites n°2 : il convient de préciser au sein d'une procédure, l'organisation prévue en cas de gestion de crise, pour transmettre l'état des stocks à l'exploitant administratif (également propriétaire ICPE du site). Cette procédure doit être formalisée par le propriétaire, en collaboration avec les locataires du site et mise en place au sein du plan de secours de l'établissement. Réponse attendue sous 30 jours.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2005, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions_Volume
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir,- 50% de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassin de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50% de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).
Constats : Non-conformité n°2 : présence d'huile ester Midel 7131 sans dispositif de rétention associé (1 IBC) en cellule 4. Ce point constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2005. L'exploitant transmettra également la fiche de données de sécurité du produit associée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mesures particulières aux différentes activités_Exploitation de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 29.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation de l'entrepôt_stockage de produits dangereux
Prescription contrôlée : a) L'exploitant n'est pas autorisé à entreposer les catégories suivantes de matières : <ul style="list-style-type: none">- liquides inflammables,- produits toxiques, très toxiques, et dangereux pour l'environnement;- alcool de plus de 40°;- substances radioactives;- produits présentant des caractéristiques explosives (poudres, explosifs...);- aérosols;- gaz inflammables ou explosifs.
Constats : Non-conformité n°3 : présence d'une zone de produits dangereux au sein de la cellule 4 (très faibles quantités). Ce point constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 29.9.2 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2005.
Observation n°2 : Toute modification doit être signalée par l'exploitant conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du Code de l'Environnement. En l'état, le stockage des produits dangereux n'est pas autorisé dans l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2005.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de secours (focus EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'une installation automatique d'incendie (sprinklage) conçue et construite suivant les normes en vigueur. Cette installation couvre tous les locaux (cellules d'entreposage, bureaux, locaux sociaux, locaux techniques...) ainsi que l'auvent situé au-dessus de la voie ferrée. Cette installation dispose des caractéristiques suivantes :<ul style="list-style-type: none">→ deux réserves d'eau uniquement dédiées au sprinklage (sources B et B') et pompables en toutes circonstances, d'une capacité unitaire de 450 m³→ deux groupes motopompes (redondants et isolés entre eux par une sectorisation) aspirant directement dans les réserves et refoulant dans le réseau incendie à un débit de 450 m³ / h→ une pompe jockey entraînée par un moteur électrique. Cette installation est protégée contre les chocs et le gel. <p>[...]</p>
Constats : Par rapport à l'installation d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant a joint l'attestation de conformité de la société Atlantique Automatismes Incendie émise en date du 7 juin 2018 suite aux modifications intervenues sur les groupes moto-pompes constatées par l'inspection lors de la visite du 3 juillet 2018. Cette attestation indique que le remplacement des 2 groupes moto-pompes est conforme au référentiel FM Global. Par rapport à la maintenance de l'installation d'extinction automatique d'incendie, l'exploitant a joint un rapport de vérification semestrielle (visite réalisée en date du 27/01/2022). Il met en évidence les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- constat de mise en échec de l'installation : installation à l'arrêt (le 27/01/2022) car pas de télésurveillance. Armoire du groupe B2 n'est pas alimentée électriquement (non opérationnel, pas d'essais B2). Travaux effectués sur le groupe motopompe le 09/02/2022).- non-conformités (à lever au plus vite) :<ul style="list-style-type: none">présence de benne à moins de 10 mètres du bâtiment pour les cellules 2 et 4présence de compacteurs non protégés en cellules 1 et 2présence d'un bureau avec plaques de plafonds PVC de plus de 1 mètre. Concernant les constats de mise en échec de l'installation, l'exploitant a joint un rapport de vérification hebdomadaire en date du 21 avril 2022 (rapport AAI n°164959) indiquant que les sources B1 et B2 sont en ordre de marche.
Non-conformité n°4 : concernant les non-conformités établies suite au rapport de vérification Q1 en date du 27/01/2022, l'exploitant a joint un devis de travaux, offre n°10023286 signé de l'exploitant avec bon pour accord. La date de réalisation des travaux n'a pas été précisée par l'exploitant. Une nouvelle vérification Q1 devra être réalisée à l'issue des travaux effectués.
Non-conformité n°5 : la visite terrain a mis en évidence la présence de matières combustibles à moins de 10 mètres des parois de l'entrepôt (en extérieur). Ce point constitue une non-conformité vis-à-vis du référentiel technique de l'extinction automatique d'incendie.
Observation n°3 : la date des travaux sur le groupe motopompe en date du 09/02/2022 apparaît incohérente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de secours (hors EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
<p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un réseau de poteaux d'incendie délivrant plus de 360 m³ / h pendant au moins 3 heures et répartis de telle sorte qu'ils soient situés à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 mètres maximum. Les poteaux incendie seront alimentés par deux réseaux distincts (réseau public d'alimentation en eau potable et réseau d'eau industrielle de la zone d'activité. - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Le site disposera, au minimum, d'un extincteur à eau pulvérisée (capacité : 6 litres) pour 200 m² de plancher. - des robinets d'incendie armés de 33 mm seront installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201 ; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel. - des protections individuelles permettant d'intervenir en cas de sinistre. Pour les appareils d'incendie raccordés aux réseaux de distribution, ceux-ci devront, suivant qu'il s'agit d'une bouche d'incendie ou d'un poteau incendie, être conformes à la norme NF S 61 211 ou à la norme NF S 61 213. Leur implantation sera réalisée selon les dispositions de la norme NF S 62 200. Ils devront être signalés selon les dispositions de la norme NF S 62 221. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés suivant les périodicités définies d'une part par les constructeurs et d'autre part par les réglementations (notamment le code du travail) et les normes en vigueur. En l'absence de périodicité définie, cette vérification doit avoir lieu au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.</p>
<p>Constats : Poteaux incendie : l'exploitant a transmis a posteriori de la visite d'inspection, en date du 10 mai 2022 un rapport de vérification des poteaux incendie implantés autour de l'établissement. Rapport AAI (date de vérification en date du 23/08/2021). Le rapport de contrôle mentionne le débit relevé sur les 7 hydrants privés situés à l'intérieur de l'enceinte du site ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poteau incendie n°1 : 147 m³/h et 5,8 bars et en simultané avec le poteau n°2 95 m³/h et 3,2 bars. - poteau incendie n°2 : 147 m³/h et 6 bars et en simultané avec le poteau n°1 75 m³/h et 3,2 bars. - poteau incendie n°3 : 140 m³/h et 6 bars et en simultané avec le poteau n°4 80 m³/h et 3,3 bars. - poteau incendie n°4 : 138 m³/h et 5,8 bars et en simultané avec le poteau n°3 80 m³/h et 3,3 bars. - pas d'essai possible sur le poteau n°5 (fuite lors de l'ouverture de la vanne) - poteau incendie n°6 : 135 m³/h et 5 bars et en simultané avec le poteau n°7 80 m³/h et 3,2 bars. - poteau incendie n°7 : 147 m³/h et 5,5 bars et en simultané avec le poteau n°6 83 m³/h et 3,3 bars. <p>Non-conformité n°6 : Le débit requis par l'arrêté préfectoral du 11/10/2005 n'est pas justifié par l'exploitant (360 m³/h pendant au moins 3 heures).</p> <p>Non-conformité n°7 : Robinets Incendie Armés : l'exploitant a transmis a posteriori de la visite d'inspection, en date du 10 mai 2022 un rapport de vérification des Robinets Incendie Armés de l'établissement. Rapport AAI (date de vérification en date du 23/08/2021). Le rapport de contrôle mentionne des non-conformités à la règle sur les RIA n°1, 22, 25, 35, 44,47, 49. L'exploitant n'a pas joint le plan d'actions correctif associé.</p> <p>Non-conformité n°8 : Parc Extincteurs : l'inspection des installations classées a constaté que le parc des extincteurs est non-conforme en cellules 4 et 5 de l'établissement. La périodicité de la visite annuelle étant dépassée (02/2022). Un devis est en cours de signature (devis Engie Solutions n° 3672675 / 1). Concernant les cellules 1, 2 et 3, le parc des extincteurs a fait l'objet d'une vérification périodique en date du 29/07/2021. Le locataire présent a présenté en séance le suivi du plan d'actions correctif associé au parc des extincteurs.</p>
Observation n°4 : concernant le débit requis du site (360 m ³ /h pendant au moins 3 heures), l'exploitant pourra si nécessaire, réaliser un nouveau calcul D9 pour justifier de l'adéquation des moyens présents par rapport à la nature des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de secours (Hors EAI)_distance poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un réseau de poteaux d'incendie délivrant plus de 360 m ³ / h pendant au moins 3 heures et répartis de telle sorte qu'ils soient situés à moins de 100 mètres des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 mètres maximum. Les poteaux incendie seront alimentés par deux réseaux distincts (réseau public d'alimentation en eau potable et réseau d'eau industrielle de la zone d'activité). [...]
Constats : La visite extérieure du site soulève l'observation suivante : La distance de 150 mètres entre les différents hydrants nécessite d'être vérifiée.
Observation n°5 : la distance de 150 mètres entre les différents hydrants doit être vérifiée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : dispositions constructives - bureaux et locaux sociaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 4
Thème(s) : Risques accidentels, bureaux et locaux sociaux cellule 3 - PAC octobre 2019
Prescription contrôlée : A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au point 6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage. De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en niveau ou mezzanine le plancher est également au moins REI 120.
Constats : Non-conformité n°9 : Présence de bureaux et locaux sociaux (réfectoire et salle de réunion), notamment en cellule 4, de type algeco sans disposition constructive particulière conformément à la réglementation liée aux entrepôts 1510. Cette situation est identifiée non conforme. D'autres bureaux sont présents au sein du site. A l'issue de la présente visite d'inspection, l'exploitant devra vérifier la nature de tous les locaux au sein du site et justifier la conformité de ces lieux par rapport au point 4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017. Une localisation de l'ensemble de ces locaux est également attendue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, 31.1 Plan de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir, avant la mise en service de son entrepôt, un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.</p> <p>Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions; - pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre, - les principaux numéros d'appel, - des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : <ul style="list-style-type: none"> -> les zones à risques particuliers (zone où une atmosphère explosive peut apparaître; stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...); -> l'état des différents stockages (nature, volume...), -> les organes de coupure des alimentation en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...); -> les moyens de détection et de lutte contre l'incendie -> les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques). - toutes les informations permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés... en cas de pollution accidentelle. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> -> la toxicité et les effets des produits rejetés, -> leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel, -> la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux, -> les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre, -> les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, la flore exposées à cette pollution, -> les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.</p> <p>Ce plan est transmis, avant la mise en service de l'entrepôt, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Ex DRIRE devenue DREAL), à Monsieur le Directeur des Services d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au responsable du centre de secours d'Onnaing. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p> <p>Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude de dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.</p> <p>Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°10 :</p> <p>L'organisation mise en place au sein de l'établissement concernant la gestion de crise n'est pas apparue cohérente. Absence de plan de secours en vigueur sur le site.</p> <p>Le locataire 1 DAHER (cellules 1+2+3) a présenté un document intitulé Plan d'Opération Interne, avec des moyens inexistantes.</p> <p>Le représentant du titulaire de l'autorisation, a indiqué en séance, disposer d'un projet de plan de défense incendie (version projet transmise à postériori le 09/05/2022). Ce document n'est pas actuellement en vigueur. Il doit être finalisé dans les meilleurs délais, pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du site (article 31.1). Il devra être diffusé et faire l'objet de tests réguliers avec l'ensemble des locataires présents.</p>
<p>Observation n°6 : suite à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié le 24/09/2020, un plan de défense incendie conforme aux dispositions du point 23 de l'annexe II est à mettre en oeuvre d'ici le 31/12/2023. Le contenu du plan de secours prévu à l'article 30 de l'arrêté du 11/10/2005 devra donc être complété, si nécessaire, sur ces dispositions réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Constats visite terrain (observations)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2005, article 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de confinement
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être aménagé et raccordé à une zone de confinement (extérieure aux cellules de stockage) capable de recueillir un volume minimal de 2300 m3. Cette zone est notamment constitué de la zone des quais ainsi que par le réseau de collecte des eaux pluviales. [...]
Constats : - présence d'une vanne de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Le fonctionnement de la vanne n'est pas clairement connu. - présence d'un cadenas sur la vanne de confinement du site avec clé posée dessus et exposée aux intempéries.
Observations : La visite extérieure du site soulève les observations suivantes: Observation n°7 : le site est actuellement équipé d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site. Fait susceptible de suites n°3 : il est nécessaire de mettre en place une consigne sur la mise en oeuvre de la vanne de confinement du site (vérification de l'état de la vanne, fermeture manuelle) située à proximité du bassin de confinement. Le fonctionnement général (fermeture automatique, manuelle, les actions à prévoir en cas de gestion de crise, etc) est à intégrer au plan de secours de l'établissement. Une copie de la présente procédure sera transmise à l'inspection des installations classées à l'issue de la présente visite d'inspection. Fait susceptible de suites n°4 : Le système de cadenas mis en place sur la vanne de confinement du site mis en place n'apparaît pas fiable (durée de vie du cadenas et situation aggravée en cas de perte de la clé). Cette situation doit être corrigée à l'issue de la présente visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 24/09/2020
Thème(s) : Situation administrative, Décret N°2020-1169
Prescription contrôlée : Situation administrative du site sur les rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663
Constats : L'exploitant n'a pas produit auprès de l'inspection des installations classées sa déclaration d'antériorité conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'Environnement. L'article L.513-1 du Code de l'Environnement permet aux exploitants d'installations régulièrement mises en service et soumises, en vertu du décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration, de continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui. L'article R.513-1 du code de l'environnement précise les informations à fournir au préfet pour pouvoir bénéficier de ce principe des droits acquis.
Fait susceptible de suites n°5 : A l'issue de la présente visite d'inspection, l'exploitant devra adresser à l'inspection des installations classées une demande officielle suite à la parution du décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet